

Ruralia

Ruralia

Sciences sociales et mondes ruraux contemporains

03 | 1998

Varia

Désastre ou couronnement d'une vie ? la vente aux enchères à la ferme

Jacques Rémy



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/56>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1998

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Jacques Rémy, « Désastre ou couronnement d'une vie ? la vente aux enchères à la ferme », *Ruralia* [En ligne], 03 | 1998, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/56>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Tous droits réservés

Désastre ou couronnement d'une vie ? la vente aux enchères à la ferme

Jacques Rémy

- ¹ L'étude des ventes aux enchères ¹ se trouve d'abord confrontée à un obstacle : l'évocation des ventes aux enchères fait surgir d'emblée chez chacun d'entre nous le spectre de la vente forcée. Cette réputation vient de loin : dans l'Antiquité, il fut souvent de règle de vendre aux enchères le butin, c'est-à-dire le bien des vaincus, et les vaincus eux-mêmes. Bien des ventes à Rome se font *sub hasta*, sous la lance, par autorité de justice. Ces images négatives de la vente se perpétuent comme, parfois, les pratiques elles-mêmes : ventes des esclaves sur la place publique jusqu'au siècle dernier ², ventes aux enchères des biens de condamnés, ventes sur saisie (parmi elles, les ventes de récolte sur pied après saisie-brandon, particulièrement redoutées des fermiers débiteurs de leurs bailleurs), ventes des biens des orphelins (pour les protéger des tuteurs abusifs) ou autres ventes après décès, ventes de faillite... Dans la vision commune, spontanée, la vente est donc associée à la défaite, à la culpabilité, à l'échec, à la mort.
- ² Certes, on connaît également d'autres figures plus plaisantes de ventes aux enchères : œuvres d'arts, collections, yearlings, ou moins prestigieuses mais marquées du sceau de l'utilité, ventes de poisson à la criée, ventes au cadran de fruits et légumes... Mais dès que la vente touche à des biens personnels, elle émeut ³ ; cela est plus vrai encore lorsque la vente se déroule au domicile du vendeur ou du défunt, le *de cuius* de nos tabellions. Dissensions familiales (divorce, désaccords entre héritiers) ou vente forcée hâtivement convertie en vente volontaire (comme les huissiers eux-mêmes y incitent les malheureux débiteurs), voilà ce que cachent ces ventes pense-t-on, parfois à raison. Dans le domaine spécifique de l'agriculture qui nous intéresse plus particulièrement ici, le doute est systématique dès lors que la vente se déroule directement sur une exploitation agricole et non dans le cadre institutionnalisé et dépersonnalisé d'une vente au cadran : si l'on connaît l'existence des ventes exceptionnelles de reproducteurs d'élite dans les races bovines et ovines ⁴, c'est d'abord l'évocation des ventes de la crise économique des années 1930 ou de la crise agricole américaine des années 1980 qui s'impose ⁵.

Acte économique et rite de passage

- 3 Cependant, les ventes aux enchères volontaires pour cause de départ à la retraite demeurent relativement fréquentes parmi les exploitants agricoles de certains départements de l'ouest, en particulier la Sarthe et la Mayenne ⁶. Ces ventes, qui se font sous l'autorité d'un officier ministériel ⁷, se tiennent sur les lieux mêmes où les exploitants agricoles, fermiers en règle générale, ont exercé leur activité professionnelle. L'ordre de la vente de leur capital d'exploitation conduit d'abord à la dispersion des objets de petite taille et de peu de valeur accumulés au fil du temps, puis à celle des machines anciennes, suivies du matériel moderne et des tracteurs de l'exploitation et enfin du bétail, qui en constitue le principal capital, en passant par quelques meubles et ustensiles de ménage dont les nouveaux retraités ne souhaitent pas s'encombrer. Acte économique essentiel qui assure une retraite décente aux fermiers la vente constitue aussi, pour les exploitants qui se retirent, un rite de passage auquel participent et contribuent leurs voisins, amis, conscripts... C'est pour tous les participants intéressés ferrailleurs, brocanteurs, amateurs d'antiquités, jeunes agriculteurs en cours d'installation, exploitants soucieux d'acquérir tel ou tel matériel, éleveurs et marchands de bestiaux, le moyen de se procurer du matériel à bon prix et d'acheter des bêtes d'un élevage connu et reconnu à sa juste valeur. C'est enfin pour *l'assemblée* une fête, animée par les bons mots du crieur, l'occasion pour les anciens de se retrouver, de boire et de manger à la buvette, pour les femmes de se regrouper à distance de l'aire de vente, et pour les enfants de sauter sur la paille ou les bottes de foin qui vont, elles aussi, être mises aux enchères. Le soir, entre parents et amis, collègues qui ont donné la main pour amener les bêtes dans l'aire de vente, on festoie, parfois en compagnie du notaire et du crieur. Puis, les bêtes parties, la ferme débarrassée de tous les matériels accumulés au cours d'une carrière professionnelle, les fermiers sortants, à leur tour, quittent les lieux pour s'installer au bourg ou au chef-lieu de canton où ils ont acheté, fait construire, ou loué la maison et le jardin de leurs vieux jours ⁸.
- 4 Le nombre et la grande qualité des travaux portant sur les formes de l'héritage témoignent de l'attention portée par les juristes en premier lieu puis par les économistes, historiens et anthropologues à la question de la transmission du bien foncier. S'inscrivant pour l'essentiel dans le cadre juridique, économique et familial de la grande propriété agricole bailleresse et de l'exploitation grande ou petite en faire-valoir direct, ces études laissaient cependant de côté les successions à la tête des exploitations en fermage, distinctes de *La Succession* entendue au sens notarial. Comment les familles de fermiers se reproduisent-elles, transmettent-elles leurs biens et en particulier leur capital d'exploitation ? Depuis quelques années seulement, certains ethnologues et historiens se sont attachés à répondre à ces questions de transmission et de succession hors du cadre de la propriété foncière (voir bibliographie). C'est également dans une problématique de la reproduction des exploitations et des familles de fermiers que la dispersion des biens à l'encan de ces mêmes fermiers nous a paru devoir s'inscrire. Il importait d'abord d'établir la réalité de cette pratique spécifique en l'isolant de l'ensemble hétéroclite des ventes aux enchères agricoles qui en avait jusqu'ici dissimulé la portée ⁹. Ce fut l'objet de précédents travaux. On se propose ici de donner sens à ce spectacle de dispersion de biens à l'encan et d'en conjurer les stéréotypes.

Rapports fonciers

- 5 Dans cette recherche, on a d'abord mis en évidence l'intérêt que trouvaient dans la vente les fermiers parvenus au terme de leur carrière, et une première analyse a pu être rapidement produite ¹⁰. Sans la développer à nouveau, rappelons que la vente aux enchères en fin de bail semble bien constituer pour le fermier sortant (hors de toute considération familiale) un moyen de combiner la maximisation du profit avec celle du prestige que lui apportent la présence d'un grand concours de personnes et d'acheteurs potentiels, l'exposition de son matériel agricole sur le pré ou le champ le plus en vue, et la mise à prix des produits de son élevage, soigneusement préparés, engraisés de longue main, parfois brossés et parés pour cette circonstance. C'est également un moyen, le plus éclatant, de couronner une carrière de fermier réussie en montrant sans la moindre ambiguïté que l'on part sans dette envers le propriétaire, puisqu'il est interdit explicitement par les *usages locaux* et les contrats de « *dégarnir* » la ferme prise à bail de son bétail, *gage*, au sens le plus propre du terme dont doit pouvoir s'emparer le bailleur en cas de non-paiement des fermages. La vente aux enchères marque donc l'indépendance du fermier et constitue également un fort efficace outil pour qui ne veut absolument rien abandonner de ses biens ni de ses droits en déguerpissant, et les barrières des clôtures se vendent aux enchères comme se vendent les fruits pendants aux arbres et jusqu'à l'herbe des prairies parfois. Ainsi, symboliquement, le fermier mime-t-il devant ses pairs, en la conjurant, la vente sur saisie, et plus particulièrement la saisie-brande, arme des propriétaires abhorrée des fermiers, et met-il dans son camp l'officier public, huissier ou notaire, qu'il invite à sa table et qu'on s'essaie, parfois avec succès, à enivrer le soir quand tout est fini.

Paix des ménages

- 6 Si les familles paysannes apprécient les avantages économiques et pratiques que l'on peut tirer de la vente en raison du grand concours d'acheteurs potentiels attirés par la curiosité et par le crédit souvent offert aux enchérisseurs, elles y trouvent également un précieux instrument de régulation. Les fermiers de l'ouest se trouvent confrontés à plusieurs problèmes conjoints, en raison des pratiques familiales qui sont les leurs et de l'éthique égalitaire qu'ils partagent. Il faut tout d'abord noter que les départements où l'on observe aujourd'hui le plus grand nombre de ventes aux enchères volontaires à la ferme sont la Sarthe et la Mayenne, et ceux qui les suivent dans ce palmarès, quoique d'assez loin, sont, selon nos estimations, l'Orne, l'Eure-et-Loir, l'Ille-et-Vilaine et la Manche et d'un peu plus loin encore, le Maine-et-Loire, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher, la Seine-Maritime, le Loiret et quelques autres départements limitrophes ¹¹. Ils relèvent de six anciennes et importantes provinces, le Maine, l'Orléanais, la Bretagne, la Normandie, l'Anjou et la Touraine, différentes par la coutume, et appartenant à deux grands groupes distincts, le groupe orléano-parisien et le groupe des coutumes de l'ouest ¹², qui s'inscrivent l'un et l'autre dans l'aire égalitaire, d'égalité absolue même pour la plus grande part de cette zone où l'on observe, encore aujourd'hui, la pratique des ventes.
- 7 À cette éthique égalitaire vient se superposer une éthique familiale particulière. En effet, le commun refus de la cohabitation entre générations (de couples mariés au sein d'une même famille) caractérise également les pratiques familiales d'une bonne partie de la

France du nord ; de plus, cette séparation entre parents et enfants vivant en couple est respectée avec une singulière rigueur dans l'ouest intérieur. Ce dispositif particulier de reproduction sous la forme quasi exclusive de familles conjugales ou de ménages nucléaires est au cœur, nous semble-t-il, des mécanismes qui président à la mise en œuvre des ventes : les départements où se déroulent encore aujourd'hui un nombre significatif de ventes volontaires à la ferme sont très précisément ceux qui se situent au tout dernier rang national pour la cohabitation au sein des ménages ¹³.

- 8 La combinaison d'une éthique égalitaire dominante et du mariage néolocal, bien souvent associés au fermage, rendent complexes et très délicates certaines phases du cycle de vie professionnel et familial, en premier lieu celle où une génération se retire tandis qu'une autre s'installe. Ce moment est certes déterminant dans toutes les formes de sociétés paysannes mais, alors que certaines des régions où dominent la propriété ont mis en place des solutions qui désignent un héritier unique et sacrifient à la transmission intégrale du bien de famille les intérêts de ses frères et sœurs, ici le recours à la vente aux enchères assure le maintien de l'harmonie familiale et l'efficacité de la parentèle, en sauvegardant les intérêts et les droits de chacun. Les observations conduites aujourd'hui encore directement sur le terrain des ventes comme les témoignages recueillis localement au cours d'entretiens confirment ce qu'apporte l'analyse des minutes notariales du siècle dernier : les ventes ont constitué l'outil d'allocation extra familiale des biens qui permet de maintenir et même de renforcer la cohésion familiale, dans un contexte de concurrence forte au sein de la fratrie et intense sur le marché foncier pour la disposition des moyens de production, de la terre au premier chef (en propriété ou en fermage), mais aussi du capital d'exploitation (outils, train de culture, force de traction, animaux de rente).
- 9 Dans ces conditions, la vente vient apaiser ou plus précisément réguler ces tensions en mettant sur la place publique la concurrence pour la disposition du capital d'exploitation (le seul faute de contrôler le capital foncier que puissent se disputer les successeurs et enfants d'un fermier), et en confiant à un arbitre ¹⁴, en général le notaire, spécialiste par excellence de la transmission des biens, le soin de procéder ici à leur dispersion, dans les formes rituelles. Il y a certes là quelque chose de paradoxal, plus même, une apparente inversion des règles et des rites de la pratique de la succession : d'un côté l'espace privé, secret, de l'étude notariale où l'on réunit en toute solennité engoncée et endeuillée la famille en présence du notaire pour régler un héritage dont seules quelques miettes pourront échapper à cette famille par la volonté, très encadrée, du défunt ; de l'autre, l'espace rendu public, ouvert et festif de la cour de ferme où chacun baguenaude à son gré, et où se disperse au profit des enchérisseurs les plus divers le cheptel vif et mort accumulé sur une exploitation au cours d'une vie laborieuse, sous les yeux approbateurs de la famille assemblée autour des possesseurs des biens mis à l'encan, eux-mêmes bien vivants et veillant personnellement au bon déroulement de la journée. On comprend que beaucoup se méprennent sur le sens de cette pratique, ne disposant pas des codes culturels indigènes qui, seuls, permettent d'y discerner d'emblée non un *désastre* (encore qu'il en advienne, mais on en est bien vite informé sur le terrain) mais un triomphe, précisément le *couronnement d'une vie* de fermier pour reprendre l'interrogation initiale dont fait état le titre de ce texte.

Les ventes de la grande Corbinière

- 10 L'exercice familial de la vente aux enchères, qui constitue en quelque sorte la partie privée de la vente publique, mérite donc d'être examiné de plus près, car il est susceptible de nous donner la clé de ces mystères. Ainsi l'étude détaillée des six ventes qui se sont tenues à la ferme de la grande Corbinière, à Chérisay dans le nord-Sarthe, dans un laps de temps de 120 ans, s'avère-t-elle fort enrichissante ¹⁵ ; nous avons eu la chance de pouvoir découvrir d'abord, par une recherche heureuse dans les archives départementales et dans les minutiers des études notariales de la région, l'existence de ces six ventes successives dont seules les plus récentes étaient connues des familles consultées, et d'être autorisé à consulter et analyser les actes de chacune d'entre elles ¹⁶ ; d'autre part, nous avons pu recueillir directement les souvenirs d'agents présents et engagés dans les ventes de 1935 et de 1963, observer plusieurs mois à l'avance les préparatifs et assister au déroulement de la dernière en date de ces ventes, en 1992, non sans conduire plusieurs entretiens approfondis avec ses principaux acteurs ¹⁷. Lorsqu'elle est possible, la confrontation des archives et de l'observation de terrain nous semble être de bonne méthode, et sans doute profitable à l'historien comme au sociologue, à condition bien entendu de ne pas donner dans l'écueil de l'anachronisme ; cette comparaison nous permet ici d'éclairer la lecture des procès-verbaux par la connaissance que nous avons de la pratique des ventes comme de relativiser les informations que nous recevons des témoins, qui tendent parfois à considérer que les pratiques et rituels observés de leur temps le furent de toute éternité. Dans les cas, fréquents, de ventes successives en un même lieu comme celui décrit ici, on peut aussi bien confronter les diverses phases de la vente (par exemple les itinéraires suivis par les divers officiants lors de la partie ambulante de la vente) que les variations de l'importance et, dans une certaine mesure, de la qualité, et bien sûr du prix du cheptel vif et mort comme du mobilier mis en vente.
- 11 Considérons tout d'abord la modeste vente de la veuve Gayet, en 1872 ; à la consultation du procès-verbal il devient vite évident que le principal acheteur n'est autre que son fils Adrien, qui emporte 29 adjudications pour un total de 600,05 francs ¹⁸. Son frère Isidore se contente d'emporter quatre adjudications pour le total de 76,80 francs. À eux deux (et en comptant une adjudication à « Gayet » où le prénom n'est pas précisé), ils emportent 34 adjudications sur 69, pour une somme totale de 676,85 francs, soit plus de la moitié du produit de la vente, qui est de 1183,40 francs. Les autres acheteurs viennent loin derrière. Cette vente publique apparaît donc bien comme une « affaire de famille » : la veuve vend, ses enfants enchérissent et se voient adjudger la moitié des lots. Reste à comprendre la raison qui pousse cette veuve à faire procéder à la vente publique de biens qui vont revenir pour moitié à ses propres enfants, ce qui lui coûte quand même en frais d'enregistrement et honoraires de notaire 110,40 francs, soit près de 10 % du produit. La faillite mêlée à la discorde familiale la plus grave semblent seules susceptibles d'expliquer un tel comportement, bien loin d'une transmission harmonieuse d'exploitation. À tout le moins, l'absence de successeur familial semble évidente. Or, on découvre au contraire que la grande Corbinière a été reprise par le propre fils de la veuve sortante, Adrien. C'est ce que nous révèle le procès-verbal de la vente à laquelle il va lui-même faire procéder à son tour, sur la même ferme, neuf ans plus tard (la durée d'un bail habituel), en 1881 ¹⁹. Cette vente des époux Gayet s'avère de bon rapport (4341,10 francs), du moins si on la compare avec celle de la mère du fermier sortant ; cependant elle témoigne d'une sortie précoce de

la branche agricole, pour des raisons que nous ignorons ²⁰, et elle ne semble pas s'inscrire dans la logique familiale que nous nous efforçons de cerner. Il n'en est que plus intéressant d'observer qu'il n'y a pas là d'acheteur privilégié ou omniprésent, contrairement à ce que nous avons relevé lors de la vente précédente.

- 12 Venons-en à la vente que décide d'organiser la veuve de François Girard (le successeur d'Adrien Gayet ²¹ décédé en 1889 ²²) au moment où elle se retire, en 1896 ²³. Parmi les acheteurs, on remarque particulièrement un certain Auguste V*** qui visiblement a décidé de rassembler un capital d'exploitation complet, emportant la moitié, exactement, des 40 adjudications, pour 2752,20 francs, soit à lui seul 47,57 % de la valeur totale des adjudications. On est donc en droit de penser qu'il pourrait s'agir du fermier entrant qui aurait choisi de se constituer, sur place, son train de culture. Il en va bien ainsi, mais lorsque le notaire remet ses comptes à Madame veuve Girard, qui désormais demeure dans une commune voisine, son rapport comporte une indication supplémentaire : il est spécifié que le notaire lui a remis « le montant en principal dès la dite vente, ainsi que tous centimes additionnels, à l'exception des sommes suivantes que Madame Veuve Girard se charge de recouvrer directement : 1° Celle de trois mille vingt sept francs quatre vingt dix centimes dûe par Mr V*** son gendre 2° Celle de trois cent trente cinq francs cinquante centimes dûe par Mr Jacques Chaumont de Cherisay 3° Celle de seize francs cinquante centimes dûe par Mr Pioger gendre de la comparante » ²⁴. Ainsi, cet acheteur pris par la fièvre des enchères n'était autre que le futur gendre (le mariage sera célébré quelques jours après la vente) de la fermière sortante ²⁵. On ne peut plus guère envisager ici que la vente trouve son origine dans la discorde familiale d'autant que le nouveau fermier et nouveau gendre semble bénéficier, comme son beau-frère Pioger (et comme un voisin de la commune), mais dans de plus considérables proportions, du crédit de sa belle-mère au-delà des six mois traditionnels (la vente est du 15 mars et la *décharge* du notaire du 22 septembre) ²⁶.
- 13 Cela ne signifie nullement que la veuve renonce à son capital d'exploitation en faveur de sa fille Léonie Andrésine Pauline et de son gendre Auguste René Julien : de quoi vivrait-elle alors dans sa nouvelle commune d'accueil ? Prétendrait-elle avantager ainsi l'un de ses enfants qu'elle recevrait de sérieuses remontrances de son autre fille, Désirée Andrésine épouse Pioger, comme de son fils François, également agriculteur et installé avec son épouse Eugénie Lefiant sur l'exploitation où il a pris la succession de son beau-père. Cependant, ces indications permettent de considérer d'un autre œil la place de ces ventes aux enchères dans les stratégies familiales et de supposer que ce n'est pas une loi d'airain qui tranche mais des règles locales fondées sur une certaine éthique, qui sont observées, avec une relative souplesse dans l'exécution dès lors que les principes en sont connus et acceptés de chacun.
- 14 Les choses ne seront pas différentes lorsque sa fille Léonie Girard, veuve V*** fera à son tour sa vente le 18 avril 1935 : son fils et successeur Raymond V*** n'achètera pas moins de 74,78 % du produit de la vente en 80 adjudications, et avec ses frères et beaux-frères, au nombre de sept, 88 adjudications sur 116 ²⁷. On peut se demander ce qu'il reste véritablement de la vente publique dans ce cas, extrême il faut le souligner, où le fermier entrant achète les trois quarts de la valeur des biens meubles mis en vente. Cette vente constitue une éclatante démonstration de la réussite d'une famille dont tous les enfants sont alors installés comme agriculteurs dans la région, et qui a su, comme il apparaît à la consultation des archives notariales, parfaitement maîtriser et utiliser à son profit, dès la fin du siècle dernier et en maintes occasions, l'outil de la vente aux enchères. Une

fréquentation aussi assidue des ventes aux enchères, que ce soit pour vendre ou pour acheter, témoigne, certes, de l'attachement à une éthique égalitaire exigeante et de la parfaite connaissance des mécanismes des enchères, mais également, au-delà des gains purement économiques qu'on en retire, d'un goût marqué pour la vente aux enchères par elle-même et pour ses qualités particulières de sociabilité qui offrent tant d'opportunités de consolider et d'étendre les réseaux familiaux, professionnels et amicaux.

- 15 Les cinquième et sixième ventes que nous avons pu retrouver sur la ferme de la grande Corbinière marquent une nouvelle étape dans l'histoire des ventes aux enchères à la ferme et annoncent puis confirment leur déclin contemporain. D'une certaine façon, la vente des époux V***, le 10 avril 1963, témoigne d'un échec puisqu'il n'y aura plus continuité familiale à la tête de la grande Corbinière, le successeur désigné ayant finalement choisi de quitter le métier d'agriculteur pour une brillante carrière au service de l'agriculture sarthoise ; cependant la réussite économique et symbolique personnelle des époux V*** est indéniable : ils ne vendent qu'une partie de leur capital d'exploitation et s'installent dans une agréable préretraite sur une exploitation, plus petite certes, mais dont ils ont fait l'acquisition, terme idéal à la carrière de fermier dans ces régions ; de plus, leur fille cadette leur succédera sur cette propriété, avec son époux.
- 16 À son tour, la vente du 26 septembre 1992 par les époux A*** qui ont pris la suite de la famille V***²⁸, témoigne des évolutions de l'agriculture et de sa concentration, puisque les fermiers sortants n'ont pas su ou pas voulu convaincre l'un de leurs enfants de leur succéder et que la ferme est aujourd'hui abolie, comme on dit, les propriétaires saisissant l'occasion de cette fin de bail sans succession familiale pour s'en défaire au profit d'un agriculteur voisin qui en rassemble les quelques 33 hectares à sa propre propriété²⁹. Ces regroupements, toujours déplorés par le public des ventes aux enchères, sont devenus très fréquents et l'élévation notable de la superficie nécessaire pour qu'une exploitation soit jugée « viable » amène depuis quelques années les propriétaires des exploitations qui n'ont pas de successeurs, familiaux ou non, à recourir eux aussi à la vente aux enchères, naguère essentiellement pratiquée dans le cadre du fermage. Cependant, pour le couple A***, ce départ à la retraite vers le pavillon avec jardin du chef-lieu de canton³⁰, selon un usage partagé par la plupart de leurs pairs fermiers, se fait dans d'excellentes conditions : la perspective de la mise en œuvre de quotas pour les troupeaux de vaches allaitantes, l'année 1992 faisant référence, valorise encore plus auprès des éleveurs prévoyants rassemblés ce jour-là leurs vaches et génisses charolaises ; en outre, l'incontestable qualité intrinsèque du troupeau est vantée avec conviction durant la vente par Louis Denis, crieur réputé dans l'ouest de la Sarthe et une partie de la Mayenne, et par ses associés qui savent entretenir l'émulation entre acheteurs et maintenir une atmosphère de fête et de bonne humeur particulièrement favorable à la bonne marche des enchères, et donc des affaires³¹. À défaut de successeurs, les fermiers retraités disposeront au moins d'une retraite décente, ce que n'assurent nullement à elles seules les pensions versées aux agriculteurs par leurs caisses de retraite.

Installation et succession

- 17 Ainsi, la vente aux enchères, pour être intelligible, doit-elle être précisément replacée dans le cadre de la trajectoire personnelle et familiale dans laquelle elle s'inscrit : il ne s'agit pas d'une succession au sens notarial de succession après décès, il ne s'agit pas non plus systématiquement d'une succession familiale à la tête d'une exploitation, et l'enjeu

essentiel pour le couple qui cesse d'exploiter est ailleurs. Il lui importe d'abord d'obtenir la meilleure valorisation de son capital d'exploitation, ce qu'est réputée lui procurer la vente aux enchères : la préoccupation première de fermiers cessant d'exploiter dans un pays de non-cohabitation est bien de s'assurer les conditions d'une retraite convenable, sans tabler sur un soutien quelconque. La vente intervient donc ici comme pourvoyeuse des ressources de la retraite du ménage. Mais, au-delà de ce premier et principal objectif des fermiers sortants, les familles paysannes souhaitent ou plus exactement souhaitaient voir s'installer leurs descendants, et si possible prendre leur succession à la tête de la ferme qu'ils exploitaient eux-mêmes. Cependant, tous les enfants d'une même famille ne pouvaient succéder ainsi à leurs parents, les bailleurs n'acceptant évidemment pas le démantèlement des fermes qu'ils donnaient à louer ; seule la paysannerie propriétaire des régions de coutumes égalitaires a osé procéder sans trop de réticence au partage en nature des biens fonciers, cette *machine à hâcher les héritages* qu'exécraient les contempteurs du Code civil ³².

- 18 Qu'il y ait ou non un successeur familial sur l'exploitation du fermier sortant, il y a souvent dans ces familles paysannes du siècle dernier plusieurs enfants qui souhaitent s'installer, ici ou ailleurs, et qui n'ont d'ailleurs pas attendu la fin de carrière de leurs parents pour prendre une ferme à bail ou la succession de leurs beaux-parents, propriétaires ou fermiers. Aussi, lorsque les parents prennent leur retraite, ils peuvent ne pas avoir de successeur familial, simplement parce que leurs fils et leurs filles sont déjà tous installés sur des exploitations qui leur conviennent. Rien ne les empêche alors de *faire leur vente* (on dit « *faire sa vente* »). On voit que l'on est ici dans un cas de figure passablement différent des systèmes à maison, en particulier ceux du sud-ouest de la France, où l'on a désigné de longue main le successeur, marié et installé à demeure, son contrat de mariage stipulant en toutes lettres les modalités de son accession future à la tête de la propriété. Mais il se peut également que l'un des enfants, encore placé dans une autre exploitation comme commis, attende, pour se marier et s'installer, le départ de ses parents de l'exploitation où il escompte leur succéder, ou encore que déjà marié mais installé sur un *bordage* ou autre modeste exploitation, il espère améliorer sa situation en prenant la succession des parents, cas fréquent dans la Sarthe ³³. Il se peut même que cet enfant, comme n'importe quel *héritier* des systèmes à maison, travaille et vive sur l'exploitation, à cette différence près qu'il demeurera alors célibataire jusqu'au départ de ses parents pour leur résidence de retraite, comme en témoigne bien souvent la coïncidence des dates de la vente (et donc du départ des parents) et du mariage de l'enfant successeur, qui se suivent de façon extrêmement rapprochée ³⁴.
- 19 Dans tous ces cas, et en particulier le dernier, on serait en droit de penser que le capital d'exploitation va être transmis au successeur familial sur la ferme après une estimation des biens meubles souvent assez favorable au repreneur, à charge pour lui de dédommager ses frères et sœurs au mieux de ses possibilités. C'est oublier que nous nous trouvons dans un système d'égalité stricte, et que les autres enfants, qui ont dû se procurer par eux-mêmes leur propre capital d'exploitation (hormis une ou deux vaches figurant en avance d'hoirie dans la dot traditionnelle offerte au couple s'installant) ³⁵, seraient en droit de protester contre ce traitement de faveur. Dans un contexte de fort développement de l'agriculture et de marché foncier tendu (qu'il s'agisse de l'achat de terres ou de l'accès au fermage), de très nombreux enfants souhaitaient accéder au statut d'agriculteur et la vente publique est venue ici prévenir les tensions familiales, les réguler, et non sanctionner une irrémédiable discorde. Nous nous trouvons, il est vrai,

dans un autre contexte aujourd'hui et, quelles que soient les règles formelles de transmission, les arrangements familiaux se sont toujours adaptés aux nécessités de l'époque et du lieu, comme nous le verrons plus loin.

Publics

- 20 La tenue de ces ventes aux enchères publiques témoigne par ailleurs d'une ouverture inattendue en particulier dans les pays de bocage et d'habitat dispersé réputés farouches de la sphère domestique à la sphère publique, avec pour premier effet de mettre les affaires de la famille (au double sens du terme) sur la place publique, en l'occurrence dans la cour de ferme, transformée pour quelques jours (les ventes au XIXe siècle duraient parfois une semaine) en lieu public, légalement accessible à tous. Cette acceptation du regard d'autrui serait-elle à rapprocher d'une culture obligée du groupe des fermiers de l'ouest de la France, soumis en toute illégalité aux investigations des propriétaires ou de leurs agents dont certains, dans ces régions, n'hésitaient pas, il y a encore une quarantaine d'années, à vérifier si les lits étaient faits lors de visites impromptues ?
- 21 Il est probable que les formes de la sociabilité, comme les types de trajectoire sociale que ces systèmes de parenté suscitent, impliquent elles aussi une certaine ouverture vers l'extérieur, en dépit de l'épaisseur supposée des bocages. En effet, la famille conjugale ne dispose pas d'un apport de main d'œuvre familiale comparable à celui du système à maison où oncles et tantes célibataires venaient s'ajouter aux trois générations d'héritiers présents sur la propriété ; au contraire, et en vertu de son principe de séparation des générations, elle envoie souvent à l'extérieur ses enfants en âge d'être commis ou bonne, et reçoit elle-même, dans les phases de développement où le besoin s'en fait sentir, une main d'œuvre extérieure. Ces domestiques vivent évidemment très près des employeurs qu'ils servent, avant d'aller eux-mêmes s'installer au moment de leur mariage, et le groupe domestique, précisément, ne doit pas être confondu avec le groupe familial, même s'il en partage l'intimité. En outre, comme l'explique fort bien Georges Augustins en s'appuyant sur l'exemple breton, la famille ne doit pas, à l'inverse, être confondue avec le seul groupe conjugal (parents et enfants en bas âge), car dans ce système à parentèle, où frères et sœurs sont égaux (ou presque...), frères et beaux-frères tenant chacun son exploitation s'entraident, de façon très importante souvent (comme on peut encore l'observer aujourd'hui), chacun amenant dans le réseau d'entraide ses voisins, ses amis, conscrits et pairs, ceux sur qui on saura compter encore le jour où il faudra *faire sa vente* ³⁶. L'entraide entre noyaux conjugaux d'une même famille et ses alliés et ses proches amis et voisins entraîne ainsi une grande accoutumance à recevoir chez soi les membres de ce réseau. Ajoutons que la mobilité très importante des fermiers de ces régions les amenait à ne pas considérer leur demeure provisoire comme le temple sacré des ancêtres et qu'ils avaient l'habitude de l'exposition de leurs biens sur les charrettes qui les conduisaient d'une location à l'autre (« à la Saint-Michel tout le monde déménage », dit-on en Normandie) ³⁷.

Circulation

- 22 C'est de tous ces éléments qu'est constituée la culture de cette paysannerie égalitaire au plan successoral et c'est en les rapprochant que l'on peut comprendre que les ventes aux enchères ont aussi une fonction extrêmement importante, celle de redistribution des

biens dans la communauté. Pour appréhender la logique du système des ventes dans ces régions et sa rationalité sociale, il faut renoncer à un point de vue étroitement familial et prendre en considération un ensemble plus vaste, la parentèle et même le groupe des pairs, entendu dans un sens large. Replacées dans cette perspective, les ventes mobilières apparaissent alors comme un remarquable outil de soutien à la reproduction des exploitations et d'aide à l'installation des jeunes, efficace bien avant que « *l'Installation* », devenue depuis les années 1970 une véritable institution de la politique agricole, ne fasse l'objet d'aides spécifiques. La dispersion des biens des familles conjugales, matériels d'occasion, bétail, animaux de traction... permet leur circulation dans le groupe et leur reconstitution en capital d'exploitation au profit de nouveaux exploitants. Ces jeunes, en achetant sur place le bétail d'une exploitation agricole parfaitement identifiée et dont la réputation est connue alentours, peuvent en apprécier la valeur d'ensemble au vu du troupeau rassemblé pour l'occasion ; ils s'approprient symboliquement et très concrètement les qualités de cet élevage, tout en bénéficiant d'un délai de paiement pouvant aller jusqu'à six mois sans frais ³⁸, avantage considérable au siècle dernier marqué en témoignent les plaintes des contemporains recueillies à l'occasion de diverses enquêtes par la rareté du crédit ; cette faculté ouverte aujourd'hui à partir de 2000 francs d'achat est encore fort appréciée. Les vendeurs ne sont certes pas des philanthropes, et ils font crédit pour attirer le chaland, mais ce faisant ils financent l'installation de nouveaux agriculteurs ou la croissance des exploitations environnantes, d'où l'on vient assister et participer aux ventes. Aujourd'hui encore, les ventes aux enchères constituent un marché du matériel d'occasion et du bétail à crédit fort utile à tous, mais en particulier à ceux qui s'installent hors des systèmes d'aide officiels ³⁹.

* * *

- 23 Les ventes aux enchères qui avaient gagné une grande partie de la France du nord durant le XIXe siècle ⁴⁰ ont peu à peu reflué au cours de la seconde moitié du XXe. Avec la disparition de l'élevage bovin de certaines régions, qui entraîne également celle des ventes dans ces régions, avec la diminution du nombre des exploitations dans les zones d'élevage et la moindre concurrence pour l'accès au foncier (encore que certains dispositifs de la réforme de la politique agricole commune aient relancé cette compétition), l'une des raisons de cette baisse de la pratique des ventes tient sans doute à la moindre mobilité des fermiers, elle-même liée à la forte baisse du nombre de candidats à l'installation dans une famille donnée. Ce fait doit lui-même être rapproché d'une observation de Georges Augustins sur la transformation récente des systèmes d'égalité en systèmes à maison, du moins en ce qui concerne la stratégie de succession, l'égalité demeurant en matière d'héritage. Les installations en faire-valoir direct, mais aussi en fermage, s'inscrivent aujourd'hui dans une logique de ce type, vivement encouragée par les gouvernements successifs depuis la fin de la Troisième République et le régime de Vichy, et dont *l'attribution préférentielle* constitue, parmi d'autres formules juridiques, l'exemple emblématique. La vente perd alors une bonne partie de son sens et de son utilité ⁴¹. Ce recul des ventes devant la transformation des modes de succession dans les pays égalitaires permet de comprendre aussi *a posteriori* l'absence de vente volontaire à la ferme dans le sud de la France. Ce mécanisme avait pu s'accommoder de la diversité de pratiques de succession plus ou moins égalitaires, mais le système à maison ne lui laissait aucune place.

Jacques Rémy, juin 1998

ANNEXES

Annexe 1 : Sources écrites et orales

a) Périodiques

France entière

Presse régionale et locale : près de 400 titres couvrant la France entière, hebdomadaires pour la plupart, dépouillés sur une année, 1865 (ou, parfois, années voisines en cas de lacune dans les collections de l'annexe de Versailles de la Bibliothèque nationale). Les recueils départementaux de la *Bibliographie de la presse française politique et d'information générale 1865-1944* ont été précieux pour le choix des titres (malheureusement certains départements n'ont pas fait l'objet d'une telle publication).

Sarthe

Dépouillement à partir des collections de la Bibliothèque nationale, de celles de la Bibliothèque municipale du Mans (fonds ancien de la médiathèque Louis Aragon), des Archives départementales de la Sarthe et de la collection de la Bibliothèque diocésaine de l'Étoile, au Mans :

- *Annonces, Affiches et Avis divers pour la ville du Mans* (titre connaissant quelques variations, telle que *Affiches du Maine, Journal du Mans...*) de 1771 à sa disparition en 1871 (lacunes)
- *Journal de Mamers*, de 1828 à sa disparition en 1987.
- *L'Agriculteur sarthois*, de 1898 à 1944 (dépouillement partiel raisonné).
- *L'Agriculture sarthoise*, de 1944 à 1998 (dépouillement exhaustif).

Loiret

Dépouillement à partir de la collection de la Bibliothèque nationale :

- Le Journal du Loiret (anciennement *Annonces, Affiches, Nouvelles et Avis divers de l'Orléanais*, puis *Journal général du département du Loiret*), de 1764 à 1944 (sondages).
- *La République du Centre*, de 1944 à 1990 (dépouillement systématique de 1950 à 1990 du mois d'octobre, où se concentrent les ventes).

b) Sources manuscrites

Nombreux procès-verbaux de vente consultés aux Archives départementales (ou dans les études notariales), en particulier les minutes notariales de la Sarthe et de l'Orne (série 4 E).

Collection (quasiment complète entre 1881 et 1969) des procès-verbaux de vente aux enchères d'une étude d'huissiers du Loiret complétée par les répertoires de l'étude entre 1821 et 1881 (en cours d'exploitation).

c) Observations et entretiens

Observations ethnographiques de ventes aux enchères, dans toutes les régions de France où elles subsistent (et également à l'étranger), conduites de façon méthodique depuis 1988 (pratique personnelle des ventes et observations spontanées depuis les années 1970). Entretiens avec crieurs, notaires, huissiers, commissaires-priseurs, vendeurs, acheteurs et public des ventes aux enchères, enregistrés le plus souvent sur magnétophone et décryptés pour analyse de contenu.

d) Iconographie

Photographies de ventes aux enchères (pratique systématique de la photo lors des ventes observées), bandes vidéo confiées par des amateurs, films et reportages réalisés par

divers acteurs, et directement à l'origine de deux films comme auteur en coopération avec deux réalisateurs :

- *La Chaise, la vache et la charrue*, film 16 mm couleur, 50 minutes, (Jean Lefaux, réalisateur), INA/La Sept, 1992.

- *La Retraite aux enchères*, vidéo, 19 minutes (Gérard Paillard, réalisateur), INRA, 1994.

Rassemblement de représentations de ventes (peintures, desseins, caricatures) pour analyse comparée.

e) Bibliographie

Serge ABERDAM, « Histoire des "Usages locaux", 1789-1924. Ambiguïtés, discontinuités, guide d'exploitation », dans Louis ASSIER-ANDRIEU [dir.], *Une France coutumière. Enquête sur les « usages locaux » et leur codification (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Éditions du CNRS, 1990, pp. 43-65.

Louis ASSIER-ANDRIEU [dir.], *Une France coutumière. Enquête sur les « usages locaux » et leur codification (XIXe-XXe siècles)*, Paris, Éditions du CNRS, 1990, 207 p.

Georges AUGUSTINS, « Mobilité résidentielle et alliance matrimoniale dans une commune du Morbihan au XIXe siècle », dans *Ethnologie française*, tome XI, n° 4, 1981, pp. 319-328.

Georges AUGUSTINS, *Comment se perpétuer ? Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, Société d'ethnologie, 1989, 433 p.

Gérard BÉAUR, « Le marché foncier éclaté. Les modes de transmission du patrimoine sous l'Ancien Régime », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, janvier-février 1991, n° 1, pp. 189-203.

Paul BOIS, *Paysans de l'Ouest*, Paris, Flammarion, 1971, 383 p.

Rolande BONNAIN, Gérard BOUCHARD et Joseph GOY [dir.], *Transmettre, hériter, succéder. La reproduction familiale en milieu rural. France-Québec XVIIIe-XXe siècles*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1992, 433 p.

Pierre BOURDIEU, « Les stratégies matrimoniales dans le système de reproduction », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, juillet-octobre 1972, n° 4-5, pp. 1105-1127.

Pierre BOURDIEU, « Reproduction interdite. La dimension symbolique de la domination économique », dans *Études rurales*, n° 113-114, 1989, pp. 15-36.

Alexandre de BRANDT, *Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale*, Paris, Larose, 1901, 367 p.

Hélène BRIVES, *D'une ferme à l'autre. Approche de la mobilité paysanne dans la Sarthe*, Paris/Dijon INRA/ENITA, 1990, 74 p., annexes.

André BURGUIÈRE, « Pour une typologie des formes d'organisation domestique de l'Europe moderne (XVIe-XIXe siècles) », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, mai-juin 1986, n° 3, pp. 639-655.

Ralph CASSADY Jr, *Auctions and auctioneering*, Berkeley, University of California Press, 1967, 327 p.

Isac CHIVA, « Aujourd'hui, les rites de passage », dans Pierre CENTLIVRES et Jacques HAINARD [dir.], *Les rites de passage aujourd'hui*, Paris, L'Âge d'homme, 1986, 238 p.

Alain COLLOMP, « Famille nucléaire et famille élargie en Haute Provence au XVIIIe siècle (1703-1734) », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 4-5, 1972, pp. 969-975.

Pierre COULOMB et Gilles POSTEL-VINAY, *La grande propriété bailleuse dans la Sarthe*, Paris, INRA, 1977, dactylographié, 67 f°

Chantal de CRISENOY, « Traditions d'héritage et système foncier. L'exemple du bocage normand », dans *La propriété foncière*, ADEF, Paris, Economica, 1984, pp. 163-178.

- Bernard DEROUET, « Une démographie différentielle : clés pour un système auto-régulateur des populations rurales d'Ancien Régime », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 1, 1980, pp. 3-41.
- Bernard DEROUET, « Famille, ménage paysan et mobilité de la terre et des personnes en Thimerais au XVIIIe siècle », dans *Études rurales*, n° 86, avril-juin 1982, pp. 47-56.
- Bernard DEROUET, « Pratiques successorales et rapport à la terre : les sociétés paysannes d'Ancien Régime », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 1, 1989, pp. 173-206.
- Bernard DEROUET, « Le partage des frères. Héritage masculin et reproduction sociale en Franche-Comté au XVIIIe et XIXe siècles », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 2, 1993, pp. 453-474.
- Bernard DEROUET, « Territoire et parenté. Pour une mise en perspective de la communauté rurale et des formes de reproduction familiale », dans *Annales, histoire, sciences sociales*, mai-juin 1995, n° 3, pp. 645-686.
- Jeanne DUFOUR, *Agriculture et agriculteurs dans les campagnes mancelles*, Thèse Université Paris I (1979), Le Mans, MGT, 1981, 596 p.
- Gustave FLAUBERT, *L'Éducation sentimentale*, Paris, [Michel Lévy frères, 1869] Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1952, Oeuvres, tome I, pp. 293-611.
- Laurence FONTAINE, « Droit et stratégies : la reproduction des systèmes familiaux dans le Haut-Dauphiné (XVIIe-XVIIIe siècles) », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 6, 1992, pp. 1259-1277.
- Armand FREMONT, *La région, espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, 223 p.
- Joseph GOY, « Transmission successorale et paysannerie pendant la Révolution française : un grand malentendu », dans *Études rurales*, n° 110-111-112, 1989, pp. 45-56.
- Henri KLIMRATH, *Études sur les coutumes*. (Extrait du tome VI de la *Revue de législation et de jurisprudence*), Paris, Levrault, 1837, 160 p., carte.
- Henri KLIMRATH, *Travaux sur l'histoire du droit français*, Paris, Joubert, 1843, 2 volumes, cartes en couleur.
- Pierre LAMAISON, « La diversité des modes de transmission : une géographie tenace », dans *Études rurales*, n° 110-111-112, 1989, pp. 119-175.
- Peter LASSLET, « La famille et le ménage : approches historiques », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 4-5, 1972, pp. 847-872.
- Jacques LAVERTU, « La structure des ménages par région et département », dans *INSEE Résultats*, Paris, INSEE, 1994, 155 p.
- Hervé LE BRAS et Emmanuel TODD, *L'invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Paris, Librairie générale française, 1981, 512 p.
- Frédéric Le PLAY, *L'organisation de la famille selon le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et de tous les temps*, Paris, Mame, [1871] 1907, 537 p.
- Emmanuel LE ROY LADURIE, « Système de la coutume. Structures familiales et coutume d'héritage en France au XVIe siècle », dans *Annales économie, sociétés, civilisations*, n° 4-5, 1972, pp. 825-846.
- Jean-Marc MORICEAU, « Un système de protection sociale efficace : l'exemple des vieux fermiers de l'Île-de-France (XVIIe-début XIXe siècle) », dans *Annales de démographie historique*, 1985, pp. 127-144.
- René PIEL, Alison CLARKE, Jean-Yves VEILLARD et Michel GAUTIER, *Crieurs et ventes mobilières dans le pays de Rennes*, catalogue de l'exposition à la ferme de la Bintinais, Écomusée du pays de Rennes, Rennes, éditions Beausoleil, 1990, 48 p.

- Marie-Claude PINGAUD, « Partage égalitaire et destin des lignées », dans *Annales de démographie historique*, 1995, pp. 17-33.
- Jacques RÉMY, « La chaise, la vache et la charrue. Les ventes aux enchères volontaires dans les exploitations agricoles », dans *Études rurales*, n° 117, 1990, pp. 159-177.
- Jacques RÉMY, « Circulation des biens et diversité des statuts en agriculture », dans *Géographie sociale*, n° 12, 1992, pp. 49-60.
- Jacques RÉMY, « De la ferme au bourg dans la France du nord », dans *Gérontologie et société*, n° 63, 1992, pp. 101-105.
- Jacques RÉMY, « La canne et le marteau. Le cercle enchanté des ventes aux enchères », dans *Ethnologie française*, tome XXIII, n° 4, 1993, pp. 562-578.
- Jacques RÉMY, Fin de bail. Mobilité des biens et des familles et identités territoriales et professionnelles : l'espace des ventes aux enchères à la ferme, rapport à la Mission du patrimoine ethnologique, Paris, INRA, 1995, 315 p., cartes, annexes.
- Michèle SALITOT, Héritage, parenté et propriété en Franche-Comté du XIIe siècle à nos jours, Paris, L'Harmattan/ARF éditions, 1988, 240 p.
- Martine SEGALIN, « Cycle de la vie familiale et transmission du patrimoine en Bretagne. Analyse d'un cas », dans *Ethnologie française*, tome VIII, n° 4, 1978, pp. 271-278.
- Martine SEGALIN, Quinze générations de Bas-Bretons : parenté et société dans le pays bigouden sud, Paris, Presses universitaires de France, 1985, 405 p.
- Martine SEGALIN, « Diversité des systèmes d'héritage en Finistère : le cas contrasté du pays bigouden et du pays léonard », dans *Bulletin de la société archéologique du Finistère*, 1987, tome CXVI, pp. 171-190.
- André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'ouest sous la Troisième République*, [Paris, 1913], Genève/Paris/Gex, Slatkine Reprints, 1980, 535 p.
- SOCIÉTÉ LIBRE D'AGRICULTURE, SCIENCES, ARTS ET BELLES-LETTRES DE L'EURE, *Usages locaux (département de l'Eure)*, Évreux, Cornemillot et Regimbart Je, libraires, 1850, 198 p.
- Jean YVER, Les caractères originaux du groupe de coutumes de l'ouest de la France, Sirey, Paris, 1952, 64 p.
- Jean YVER, « Les deux groupes de coutumes du Nord », dans *Revue du Nord*, tome XXXV, 1953, pp. 197-220, tome XXXVI, 1954, pp. 5-36.
- Jean YVER, *Égalité entre héritiers et exclusion des enfants dotés. Essai de géographie coutumière*, Société d'histoire du droit, Paris, Sirey, 1966, 310 p., carte en couleurs.
- Anne ZINK, L'héritier de la maison. Géographie coutumière du sud-ouest de la France sous l'Ancien Régime, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1993, 542 p.

Annexe 2 : Note méthodologique

Procès-verbaux de ventes et inventaires après-décès

Les procès-verbaux de ventes de meubles s'inscrivent dans un ensemble de règles et de rites dont la dénomination générale, *vente de biens meubles aux enchères publiques*, recouvre une réelle diversité de situations. La lecture de ces procès verbaux rédigés par le notaire, l'huissier, le commissaire-priseur ou le greffier ⁴², permet cependant d'identifier le type de vente auquel on a affaire (par décision de justice, volontaire, après-décès...), car y figurent nécessairement des indications précises sur la ou les personnes à l'origine de la vente. Il n'est cependant pas toujours aisé de démêler certaines situations familiales embrouillées à la lecture du seul procès-verbal. Heureusement, la liasse de minutes notariales au sein de laquelle figure le dit procès-verbal comporte souvent d'autres actes relatifs à cette même famille qui éclairent les pratiques et les stratégies familiales que le seul procès-verbal ne peut expliciter parfaitement.

Le type de procès-verbal qui nous occupe ici, celui d'une vente aux enchères volontaire à la ferme, constitue un document d'une grande richesse, comparable aux inventaires après décès dont l'historiographie a su faire un fructueux usage. Chacun de ces types de documents présente cependant des points forts et d'autres plus faibles. On n'en relèvera qu'un de part et d'autre. Le procès-verbal de vente aux enchères (qu'elle soit volontaire ou forcée) ne saurait être comparé à l'inventaire après décès en matière d'exhaustivité des biens meubles : même si les historiens peuvent émettre à raison certains doutes, en particulier s'agissant de l'argent liquide, des bijoux ou d'objets précieux d'un volume propre à la dissimulation, les inventaires bien conduits demeurent beaucoup plus précis sur l'état des biens du défunt que les procès-verbaux de ventes aux enchères sur les possessions du vendeur : les ventes volontaires lui laissent théoriquement toute liberté de proposer à la vente les biens de son choix, et il ne se prive pas de vendre de gré à gré ceux qu'il estime être mieux valorisés ainsi, ses seules obligations étant de ne distraire de la vente publique aucun article dès lors que les publications sont faites, et de ne pas servir de couverture complaisante en agréant à sa vente des biens appartenant à d'autres, que ceux-ci souhaiteraient proposer à cette occasion ; notre expérience nous apprend que ces deux règles ne sont pas parfaitement respectées. Quant aux ventes forcées et aux procès-verbaux de saisie qui les précèdent, il convient de les examiner avec la plus grande prudence ⁴³.

Plus encore, les ventes volontaires de biens meubles, si elles donnent une idée générale assez nette du cheptel vif ou mort de l'exploitation, ne présentent qu'une très mauvaise image des biens meubles de la famille elle-même : ce qui est mis en vente du mobilier (*les meubles meublants*) dans les cas qui nous occupent ici, ce n'est que le surplus dont on souhaite se débarrasser, faute de disposer de la place nécessaire au nouveau domicile que l'on va occuper au bourg, moins vaste que la ferme que l'on quitte. Il faut donc le dire nettement : pour intéressants qu'ils soient, ces documents ne sauraient se substituer en aucun cas aux inventaires après décès pour apprécier la richesse mobilière d'une famille. En revanche, outre qu'ils constituent, dans la problématique de notre recherche, un remarquable outil de connaissance et d'appréciation de la pratique d'une éthique égalitaire, ces procès-verbaux présentent également un intérêt notable pour les historiens et les économistes, complétant heureusement les inventaires après décès : bien plus que ces derniers, ils apportent des informations solides sur les prix des outils et des animaux de la ferme pratiqués à la période de la vente. Les inventaires avancent des prisées, c'est-à-dire des estimations proposées par l'officier ministériel, aidé ou non d'experts, et ces prisées peuvent connaître de fortes variations en fonction de la compétence de ceux qui y procèdent comme du contexte, notamment familial et fiscal, dans lequel elles se déroulent (s'il s'agit d'un inventaire du vivant des parents, visant à préparer la succession d'un enfant, la situation est encore plus mouvante). Au contraire, dans le cas d'une vente aux enchères, et même si l'on observe à l'occasion diverses manœuvres et entraves à la concurrence, les prix inscrits sur le procès-verbal ⁴⁴, mercuriale de ce marché local un peu particulier, nous apportent des indications précieuses sur l'état du marché.

À titre d'information, voici un exemple de confrontation de ces deux types de sources, considérées ici en un même lieu ; entre la deuxième et la troisième des six ventes que nous avons répertoriées sur la ferme de la grande Corbinière en 120 ans s'est glissé en effet l'inventaire du 16 juillet 1889 qui fait suite au décès du fermier François Girard, survenu le 13 mai de la même année ⁴⁵. Cet inventaire va nous permettre d'apprécier la qualité de la prisée du notaire Chaplain, faite comme il l'indique, « sur l'avis de Mr Julien

Yvon propriétaire cultivateur demeurant à la ferme de la Gandolée, commune d'Ancinnes et curateur choisi par les parties et par le subrogé tuteur » ; nous allons donc comparer cette évaluation aux prix qu'ont atteint des biens de même nature lors des ventes qui précèdent cette prisée de 1889 (celle de la veuve Gayet en 1872, ou, plus proche, celle d'Adrien Gayet et son épouse en 1881) et surtout aux prix obtenus par une partie de ces mêmes biens lors de la vente que fera en 1896 la veuve du fermier décédé.

| vente | 1872 | vente | 1881 | inventaire | 1889 | vente | 1896 |
|------------|-------|---------------------|---------|--------------------------------------|---------|-------------------------|---------|
| des herses | 15,50 | 1 herse | 22,00 | herse, pignon, demoiselle et charrue | 50,00 | 1 pignon | 3,00 |
| 1 rouleau | 1,10 | 1 charrue | 23,00 | 1 houe et 1 rouleau | 8,00 | 1 charrue | 27,95 |
| 1 favoise | 6,10 | 1 rouleau | 2,95 | | | 1 herse | 14,00 |
| 1 charrue | 8,25 | 1 mansin de charrue | 3,00 | | | 1 herse | 9,50 |
| 1 charrue | 28,50 | | | | | 1 rouleau | 3,25 |
| des herses | 0,75 | | | | | | |
| sous total | 60,20 | sous total | 50,95 | sous total | 58,00 | sous total | 57,70 |
| | | 1 jument pleine | 605,00 | 1 jument et son poulain | 200,00 | 1 jument et son poulain | 385,00 |
| | | 1 jument | 605,00 | 2 pouliches | 400,00 | 1 jument | 650,00 |
| | | 1 poulain mâle | 180,00 | 1 jument | 450,00 | 1 jument | 800,00 |
| | | sous total | 1390,00 | sous total | 1050,00 | sous total | 1835,00 |
| | | 1 petit veau | 100,00 | 2 veaux | 100,00 | 1 vache et son veau | 417,00 |
| | | 1 génisse | 128,00 | 1 vache et son veau | 225,00 | 1 vache et son veau | 400,00 |
| | | 1 génisse | 136,00 | 1 vache et son veau | 225,00 | 1 vache pleine | 450,00 |
| | | 1 génisse | 112,00 | 1 vache | 150,00 | 1 vache pleine | 310,00 |
| | | 1 génisse | 113,00 | 1 vache | 150,00 | 1 vache pleine | 305,00 |
| | | 1 bouvard | 127,00 | 1 taure | 200,00 | taure | 350,00 |

| | | | | | | | |
|----------------|---------|-------------------|---------|---------------------|---------|----------------|---------|
| | | 1 vache | 161,00 | 2 veaux femelles | 200,00 | taure | 330,00 |
| | | 1 vache | 160,00 | | | génisse | 173,00 |
| | | 1 vache à lait | 258,00 | | | génisse | 205,00 |
| | | | | | | 1 veau | 150,00 |
| | | sous total | 1295,00 | sous total | 1250,00 | sous total | 3090,00 |
| | | | | 1 truie | 120,00 | 1 truie | 105,00 |
| | | | | 4 petits porcs | 60,00 | | |
| | | | | sous total | 180,00 | sous total | 105,00 |
| total | 60,20 | total | 2735,95 | total | 2538,00 | total | 5087,70 |
| total vente | 1183,40 | total vente | 4341,10 | total prisee | 7268,50 | total vente | 5784,55 |

On entrevoit l'intérêt de ces confrontations d'actes pour l'analyse du capital d'exploitation d'une ferme du nord-Sarthe, cheptel vif et mort, de sa composition et de son évolution d'une époque à l'autre. Pour l'heure, cette présentation schématique n'a pas d'autre ambition que d'attirer l'attention du lecteur sur l'utilité de telles comparaisons mais aussi sur la difficulté d'en tirer des conclusions formelles, au moins en matière de prix. Laissons de côté le train de culture dont la modestie signale une ferme plus herbagère (et cidricole, comme il apparaît en particulier à la vente de 1881) que céréalière, remarquable cependant par la stabilité de sa valeur d'ensemble sur une période de 24 ans. À considérer la force de traction (les juments) aussi bien que le cheptel d'élevage principal (les bêtes à corne), il semble bien que le notaire et l'expert qui l'assiste sous-estiment notablement la valeur des animaux qu'ils présentent, plus encore si l'on tient compte des frais qui viennent s'ajouter sur les biens effectivement vendus en 1872, 1881 et 1896. Cette sous-estimation semble particulièrement notable pour les juments, à propos desquelles les priseurs se sont montrés singulièrement circonspects. Mais il est vrai, également, qu'une jument de huit ans et une jument de vingt ans et plus n'ont pas la même valeur aux yeux des enchérisseurs. Faute d'informations précises sur l'âge, la race, l'état des animaux, il faut bien considérer que, si d'aventure l'on souhaite appréhender la valeur du cheptel vif et mort de ces exploitations, ce type d'analyse ne peut prendre toute sa valeur que si l'on procède à la multiplication méthodique des confrontations de ce genre. Et ce ne sont certes pas les procès-verbaux de vente ni les inventaires après-décès qui manquent dans ces régions.

NOTES

1. Ce texte a d'abord fait l'objet d'une communication, le 25 avril 1998, lors d'un séminaire de l'axe rural du Centre Pierre Léon de l'Université Lyon 2 (UMR 5599 du CNRS).
2. Le récit de l'une de ces ventes dans la presse new-yorkaise contribua notablement à la conversion de l'opinion publique américaine à la cause de l'abolition.

3. Les romanciers savent bien utiliser cet effet de pathétique lié à la représentation imaginaire de la vente ; entre mille exemples on songe ici au Flaubert de *L'Éducation sentimentale* (1869) qui évoque ainsi l'émotion que ressent Frédéric lorsque la garde-robe de Madame Arnoux est vendue sous ses yeux : « et le partage de ces reliques, où il retrouvait confusément les formes de ses membres, lui semblait une atrocité, comme s'il avait vu des corbeaux déchiquetant son cadavre » (Bibliothèque de la Pléiade, p. 443).
4. Au siècle dernier, de telles ventes se tenaient dans les domaines de l'État ou les fermes-modèles ; ainsi annonce-t-on dans les *Affiches, Annonces Judiciaires et Avis divers du Mans et du département de la Sarthe* en date du 3 août 1849 : « TAUREAUX DE DURHAM À VENDRE. Le 26 août 1849, heure de midi, en présence de M. le Préfet de la Mayenne ou de son délégué, et de M. le Receveur des Domaines, il sera, à la ferme du Camp, en la commune de Saint-Berthevin, procédé à la vente aux enchères de cinq taureaux de la race améliorée de Durham, nés et élevés à la vacherie de la ferme expérimentale ci-dessus ». Des éleveurs réputés se sont inspirés jusqu'à nos jours de ces ventes exemplaires pour promouvoir leurs propres produits (citons particulièrement l'élevage Hervieu, à Beaumontel dans l'Eure, qui organisait régulièrement de telles ventes vers 1950 et au-delà), et il s'en fait toujours sur certaines exploitations, en particulier à l'initiative de groupements d'éleveurs assurant la promotion de telle ou telle race bovine.
5. Lire par exemple, dans *Le Monde diplomatique* d'avril 1985, l'article d'Ignacio Ramonet, « Hollywood et la colère paysanne », qui signale trois films de fiction récents, dont l'un évoque les années 1930 (*Les Saisons du cœur*, 1984, de Robert Benton), et les deux autres (*La Rivière*, 1984, de Mark Rydell et *Les Moissons de la colère*, 1984, de Richard Pearce) les années 1980, et qui tous trois recourent à la thématique de la vente ; comme le note Ignacio Ramonet : « Dans les trois films, le déshonneur suprême, l'épreuve capitale et indigne de la souffrance pour ces agriculteurs honnêtes et travailleurs, est la saisie de leurs biens et leur vente aux enchères publiques ». Un documentaire, cette fois, a été récemment réalisé par la propre fille de *farmers* de l'ouest américain directement confrontés à cette épreuve. Il s'agit de *Troublesome Creek* qui a fait l'objet d'une diffusion sur Arte en 1997 et qui a suscité un débat en 1998 sur internet parmi les sociologues ruraux américains.
6. On constate cependant une baisse récente assez forte, puisque dans la Sarthe ces ventes sont passées d'environ 200 par an il y a dix ans à une cinquantaine (source : dépouillement des annonces des officiers ministériels dans l'hebdomadaire *l'Agriculture sarthoise*).
7. Notaire le plus souvent, mais aussi huissier ou commissaire-priseur.
8. On trouvera une description détaillée et une analyse de ces ventes à la ferme, ainsi qu'une réflexion sur le système de la vente aux enchères comme espace de sociabilité dans nos précédents articles : Jacques RÉMY, « La chaise, la vache et la charrue. Les ventes aux enchères volontaires dans les exploitations agricoles », dans *Études rurales*, n° 117, 1990, pp. 159-177 ; Jacques RÉMY, « Circulation des biens et diversité des statuts en agriculture », dans *Géographie sociale*, n° 12, 1992, pp. 49-60 ; Jacques RÉMY, « De la ferme au bourg dans la France du nord », dans *Gérontologie et société*, n° 63, 1992, pp. 101-105 ; Jacques RÉMY, « La canne et le marteau. Le cercle enchanté des ventes aux enchères », dans *Ethnologie française*, tome XXIII, n° 4, 1993, pp. 562-578.
9. On comprendra qu'il fallait distinguer d'abord entre ventes volontaires, ventes forcées et ventes « volontaires » après-décès décidées par les héritiers, ces deux derniers types apparaissant comme des accidents (quelle que soit leur fréquence) et non comme décision « stratégique » des agents. Mais il ne suffit pas qu'une vente à la ferme soit volontaire

pour qu'elle entre nécessairement dans la catégorie que nous construisons comme objet de recherche. Ainsi, les prestigieuses ventes de reproducteurs, pour intéressantes qu'elles soient, et volontaires, ne relèvent pas de notre recherche, car elles n'interviennent pas dans le cadre de la transmission, mais de la seule maximisation, symbolique et économique, des produits de l'élevage.

10. Dans un premier article publié en 1990 : Jacques RÉMY, « La chaise, la vache et la charrue... », art. cité.

11. Auxquels il convient d'ajouter l'Avesnois, dans les confins des départements du Nord et de l'Aisne, et la Franche-Comté (départements du Doubs et du Jura) ; dans cette dernière région les ventes sont dénommées *foires franches*.

12. Jean YVER, *Les caractères originaux du groupe de coutumes de l'ouest de la France*, Sirey, Paris, 1952, 64 p.

13. Sarthe, Mayenne, Manche, Orne, Ille-et-Vilaine manifestent au plus haut point cet « extrémisme individualiste » (Hervé LE BRAS et Emmanuel TODD, *L'invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Paris, Librairie générale française, 1981, 512 p.) et viennent également en tête des ventes selon les comptages systématiques et les estimations auxquels nous procédons.

14. Rappelons que c'est la figure du commissaire-priseur procédant à la vente aux enchères que Walras prend comme exemple pour faire comprendre son modèle de l'équilibre général du marché.

15. Jacques RÉMY, *Fin de bail. Mobilité des biens et des familles et identités territoriales et professionnelles : l'espace des ventes aux enchères à la ferme*, rapport à la Mission du patrimoine ethnologique, Paris, INRA, 1995, 315 p.

16. En règle générale, ces actes notariaux font l'objet d'une réserve centenaire. La compréhension des familles concernées a permis, dans le cas de la Grande Corbinière, de réunir les procès-verbaux des six ventes que nous avons pu repérer de 1872 à 1992.

17. Cette vente, grâce à l'aide de la Mission du patrimoine ethnologique, a fait l'objet d'un film de 50 minutes, diffusé sur ARTE, dont le titre reprend celui de notre premier article portant sur les ventes aux enchères : *La Chaise, la vache et la charrue*.

18. Arch. dép. Orne (Archives départementales de l'Orne), 4E 171/257. Bien que Chérisay soit situé dans la Sarthe, ainsi que les études notariales de Bourg-le-Roi et d'Oisseau-le-Petit, celles-ci ont été annexées par une étude d'Alençon, dans l'Orne, qui a versé leurs minutes aux archives de l'Orne, décision malencontreuse qui ne facilite pas la confrontation des sources, l'ensemble des documents autres que ces minutes notariales étant bien entendu conservés aux Archives départementales de la Sarthe, au Mans. Mais il est vrai qu'une autoroute est en construction entre ces deux chefs-lieux.

19. Arch. dép. Orne, 4E 170/209.

20. Nous apprendrons, au détour de la consultation des cartons d'archives notariales, qu'Adrien a quitté la ferme pour entrer comme chef d'équipe dans les chemins de fer, selon le statut que lui décernent certaines minutes, relatives à des affaires familiales sans rapport avec notre sujet ; ce changement de statut a-t-il été considéré par son entourage comme une ascension sociale ou comme un échec ?

21. Présent à la vente d'Adrien Gayet, où il ne se porte acquéreur que d'une lanterne, pour 1,65 franc. Cet achat apparaît d'autant plus symbolique qu'il constitue la toute dernière enchère de la vente.

22. Comme en témoigne l'inventaire du 16 juillet 1889. Sur les avantages et inconvénients respectifs des inventaires et des procès-verbaux et l'intérêt qu'il y a à les comparer, voir note méthodologique en annexe.

23. Au moment où nous l'avons consulté, ce procès-verbal de la vente du 15 mars 1896, rédigé par le notaire Chaplain, était encore détenu par l'étude d'Oiseau-le-Petit ; peut-être a-t-il été versé depuis aux Archives départementales.
24. Cette somme prend en compte les frais d'enregistrement et les honoraires du notaire, mais non pas ceux du crieur. Au total, les frais que Madame Girard a dû déboursier (ou avancer) pour ses gendres correspondent au prix d'une belle vache. La vente est une pratique familiale fort coûteuse. Il faut supposer que la concorde familiale, elle, n'a pas de prix.
25. Notons que les mariés ici s'installent à l'ancien domicile des parents de l'épouse. Le mariage dans la région peut être en apparence virilocal ou uxrilocal ou être effectivement néolocal ; ce qui importe en fait c'est qu'il n'y ait pas cohabitation. Dans le cas présent, c'est la retraite qui est *néolocale*, comme il est de règle dans la région aujourd'hui encore pour les fermiers retraités, et seuls demeurent dans leur ancienne exploitation ceux qui en possèdent les bâtiments et louent les terres aux exploitants voisins, faute de successeur. En pays d'habitat dispersé, cette solution n'a pas la faveur des épouses, en particulier lorsqu'elles ne disposent pas du permis de conduire, cas encore assez fréquent parmi la génération qui se retire ou s'est récemment retirée.
26. À moins que le dit gendre ait déjà remboursé sa dette, hors de la connaissance du notaire.
27. Procès-verbal communiqué avec l'autorisation de la famille V***.
28. Le fermier entrant, venu en voisin de la petite Corbinière mitoyenne qu'il exploitait jusque là, achètera simplement une génisse au couple sortant, lors de la vente de 1963.
29. Monsieur et Madame A*** exploitaient en fin de carrière environ 80 hectares loués à d'autres propriétaires et rassemblés autour de ce noyau central sur lequel se situe le siège d'exploitation de la grande Corbinière.
30. Construit par le père de Madame A*** avec l'argent de sa propre vente, 30 ans plus tôt, et dont les parts des frères et sœurs ont été dûment rachetées en temps utile.
31. Monsieur Denis, décédé au début de l'année 1998, fut pour nous un informateur précieux et amical.
32. Parmi eux se range Balzac, qui, à l'automne 1844 (dans sa préface à la publication en feuilleton dans *La Presse* de son ouvrage *Les paysans*), écrit : « Il s'agit ici d'éclairer, non pas le législateur d'aujourd'hui, mais celui de demain. Au milieu du vertige démocratique auquel s'adonnent tant d'écrivains aveugles, n'est-il pas urgent de peindre enfin ce paysan qui rend le Code inapplicable en faisant arriver la propriété à quelque chose qui est et qui n'est pas. Vous allez voir cet infatigable sapeur, ce rongeur qui morcelle et divise le sol, le partage et coupe un arpent de terre en cent morceaux, convié toujours à ce festin par une petite bourgeoisie qui fait de lui tout à la fois son auxiliaire et sa proie. Cet élément insocial créé par la Révolution absorbera quelque jour la Bourgeoisie, comme la Bourgeoisie a dévoré la Noblesse ». Le polytechnicien, sociologue et sénateur Frédéric Le Play tentera, parmi bien d'autres au cours du siècle, d'obtenir le retour de la liberté de tester, au nom de la *famille-souche*, « institution par excellence des peuples sédentaires » (Frédéric Le PLAY, *L'organisation de la famille selon le vrai modèle signalé par l'histoire de toutes les races et de tous les temps*, Paris, Mame, [1871] 1907, 537 p, p. 31) qu'il avait observé dans le sud-ouest de la France et en laquelle il voyait le modèle de la pérennité familiale et sociale garantie par la transmission intégrale de la propriété à un héritier désigné librement par un *paterfamilias* tout-puissant. Il lui oppose le modèle négatif de la *famille instable* des chasseurs primitifs pratiquant le partage incessant des héritages qui a

« perpétué jusqu'à ce jour l'instabilité sociale avec l'agriculture arriérée des gaulois » (*ibidem*, p. 87).

33. Nous avons pu observer qu'il pouvait même y avoir permutation entre parents et enfants, le successeur prenant la tête de l'exploitation et les parents sortants se retirant sur le bordage libéré par ce départ ; dans le cas précis, le tout était en propriété, et il n'y a évidemment pas eu de vente aux enchères : il s'agissait seulement d'organiser la transition entre deux générations sans subir de cohabitation.

34. Signalé plus haut pour la vente de 1896, ce rapprochement des dates est encore observé à l'occasion de la vente de 1935, le mariage intervenant moins de dix jours après.

35. D'après les récits recueillis auprès de couples d'agriculteurs rencontrés à l'occasion de leur vente aux enchères de fin de bail et de carrière, cette pratique était courante lors de leur installation, dans les années 1950.

36. Le succès des CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole) dans l'ouest est largement fondé sur ces réseaux d'entraide entre pairs et parentèle, tout comme celui des GAEC (groupement d'agriculture en commun) qui associent souvent dans ces régions frères (les *frangins*) et beaux-frères. Quant aux GAEC père-fils (ou père-fille), ils peuvent faciliter le transfert des responsabilités dans un contexte où les systèmes de contrainte et les modes de reproduction sont désormais fort différents du schéma traditionnel d'accession au statut de chef d'exploitation.

37. Il faut également prendre en compte une autre forme de cohabitation entre fermiers sortants et fermiers entrants, couvrant une période parfois fort longue. Les prescriptions détaillées de certains recueils d'usages locaux, qui prétendent organiser cette succession entre fermiers, laissent le lecteur quelque peu incrédule sur la réalité, ou du moins sur la fréquence et la durée véritables de ces pratiques complexes. Voir par exemple les *Usages locaux (département de l'Eure)*, où elles sont particulièrement bien décrites dans l'excellente édition de 1850 de ces usages, publiée par la Société libre d'agriculture de l'Eure.

38. Six mois ou trois mois sont les délais les plus courants ; dès la deuxième moitié du siècle dernier, l'exigence du paiement immédiat constitue le signe d'une probabilité élevée que la vente ne soit pas volontaire.

39. Soit environ 30 % des installations actuelles comme agriculteur à titre principal des jeunes de moins de 35 ans, donc en âge de toucher la DJA (dotation jeune agriculteur), et de bénéficier des prêts bonifiés jeune agriculteur (source : Mutualité sociale agricole).

40. Comme il ressort d'une enquête que nous avons menée dans la presse locale, en dépouillant quelque 400 titres répartis sur l'ensemble du territoire national, en prenant pour référence l'année 1865 ; ce travail fera l'objet d'une prochaine publication.

41. Est-ce à dire que nous assistons aux dernières ventes agricoles à la ferme ? C'est bien le sentiment que partagent et proclament la plupart des acteurs et spectateurs de ces ventes depuis quelques années. On est cependant en droit d'émettre des doutes sur la disparition complète des ventes à la ferme, que nous avons d'ailleurs pu observer aussi bien au Canada qu'aux États-Unis. Il s'agit en règle générale de ventes faites sous la contrainte, soit de la banque, soit de la maladie, soit de l'absence de successeur familial. Des ventes de ce type (en particulier de liquidation judiciaire) se font plus fréquentes en France également, et l'absence de successeur est d'ores et déjà souvent constatée. En outre, l'intérêt pour les marchés de matériel d'occasion ne faiblit pas, au contraire.

42. Ce sont les divers officiers ministériels habilités à procéder aux ventes aux enchères à la ferme ; toutefois, les charges des greffiers de justice de paix ont été supprimées durant les années 1960. L'accès à ces procès-verbaux est généralement aisé, au-delà de la réserve centenaire, lorsqu'ils ont été établis par les notaires, tenus de verser leur fonds ancien

aux archives départementales. Cet accès est beaucoup plus aléatoire dès lors qu'il s'agit des autres catégories d'officiers ministériels, qui parfois conservent au-delà des 30 ans de rigueur, parfois non, parfois versent à un fond d'archives et souvent non. Cela est d'autant plus regrettable que chacune de ces professions est, pour une part, spécialisée dans tel ou tel type de vente et leurs archives ne sont donc pas redondantes. Comment connaître, par exemple, l'étendue réelle du recours à la saisie-brandon ou à la saisie-gagerie par les propriétaires à l'encontre de leurs fermiers et ses modalités pratiques d'exécution si l'on ne dispose pas des archives des huissiers, puisqu'elle est exécutoire sans jugement préalable, donc sans trace obligée dans les archives judiciaires ? Et comment apprécier toute cette intense activité infra-judiciaire qui mériterait un examen des plus attentifs : sommations, commandements et autres échanges de papier bleu qui font la fortune des huissiers, structurent les relations de voisinage et animent la vie sociale locale ?

43. Dissimuler tout ce qu'il est possible à l'huissier venu relever la liste des biens meubles, désigner comme empruntés à autrui ou bien propres au conjoint le maximum de ceux que l'on n'aura pas su faire disparaître à temps, substituer, entre la visite de l'huissier et le moment de la vente, un meuble de même dénomination mais de qualité bien inférieure à celui dont il aura relevé la présence, risquer même de dérober à la vente un bien décidément trop cher pour accepter sa perte, tels sont quelques uns des moyens élémentaires dont usent les saisis pour se défendre des saisisseurs.

44. Prix qu'il faut augmenter des frais de la vente, variant de 5 à 15 % environ selon l'époque, la qualité des objets (meubles meublants, cheptel...) et le prix de vente qu'ils ont atteint (droits dégressifs). Reste à savoir si ledit prix sera effectivement payé par l'acheteur. Hormis la *folle enchère*, qui entraîne la remise en vente immédiate, plusieurs cas de figure se présentent, de la simple difficulté à recouvrer une créance (voir la préférence accordée dans certaines régions aux huissiers pour présider aux ventes, à raison de leur naturelle dextérité et d'un outillage professionnel parfaitement adaptée à cet exercice de recouvrement) jusqu'à diverses pratiques familiales que nous avons examinées dans le corps de notre article.

45. Consulté en 1992 à l'étude de son successeur, et peut-être versé depuis lors aux archives départementales (voir ci-dessus notes 18 et 23).

RÉSUMÉS

Certaines ventes aux enchères à la ferme ne relèvent pas de l'accident ou de l'échec professionnel ou familial (décès, faillite, absence de successeur) ; volontaires, elles s'inscrivent dans les stratégies familiales de reproduction des fermiers de régions françaises où la transmission égalitaire des biens est de règle. La vente permet de réguler la concurrence au sein et hors de la famille en instituant un mode d'allocation des biens meubles des fermiers sortants (cheptel vif et mort...) indiscutable puisqu'il se déroule sous les auspices de l'État (représenté par l'Officier public qui préside à la vente) et du marché (selon les mécanismes de l'offre et de la demande). Assurant la constitution d'un pécule pour les fermiers qui se retirent, la dispersion de leur capital d'exploitation aux enchères contribue également à l'installation de jeunes en leur offrant du

matériel à un prix raisonnable et du bétail de qualité en pleine production. En outre, rite de passage et spectacle apprécié, la vente aux enchères en fin de carrière professionnelle offre à la parentèle, au voisinage et aux pairs un lieu de rencontre et de réaffirmation du lien social et des identités, où l'économique et le festif se mêlent étroitement. Depuis quelques années on observe un recours moins fréquent à cette pratique séculaire dans les régions où elle demeurait courante (le Maine en particulier), au grand regret de son public.

Farm auctions: catastrophe or crowning moment of agrarian life?

Some farm auctions are voluntary, and are indeed an important strategy of familial social reproduction among tenant farmers in those regions of France where partible inheritance is customary. The auction sale, by means of impersonal and indisputable allocation, mediates the competition for property both within the farmer's family and among the participating public. While providing the tenant farmer with retirement funds, the auction also allows novice farmers to purchase equipment and established animal stock at reasonable prices. Moreover, as a rite of passage and social occasion, a farmer's retirement auction brings together relatives, neighbors, and peers for an event that reaffirms social identities and relations, and that imbricates economic and celebratory customs.

INDEX

Index chronologique : XXe siècle